



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société LIDL à Baziège

167

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1 et R. 181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 janvier 2017, réglementant les activités de la plateforme logistique exploitée par la société LIDL, route départementale 38 E, au lieu-dit « Pigné-Lupis » à Baziège (31450) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 14 mars 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire la mise en place permanente d'une mesure organisationnelle afin de garantir le respect des dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu, également, de demander à l'exploitant de procéder à la réalisation d'une étude acoustique relative aux émissions sonores générées par la plate-forme logistique en limite de propriété et en zone à émergence réglementée en périodes diurne et nocturne tous les 3 mois afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, susvisé ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, compte tenu des connaissances actuelles ;

Considérant qu'il y a lieu d'encadrer ces différentes dispositions dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant, le 20 avril 2023, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant les observations de l'exploitant par courrier reçu en date du 3 mai 2023 et la réponse préfectorale apportée par courrier du 12 juin 2023 réceptionné le 16 juin 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er : La société LIDL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 72 avenue Robert Schuman à Rungis, est tenue de se conformer aux dispositions fixées par le présent arrêté, pour les installations qu'elle exploite, route départementale 38 E, au lieu-dit « Pigné-Lupis » à Baziège (31450).

Art. 2. :

A/ À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un gardiennage de nuit, présent de 22h à 7h du matin, chaque jour de la semaine où l'activité logistique est assurée sur le site.

Ce gardiennage permet de garantir le respect des dispositions suivantes :

- le biberonnage déployé sur le site, lors des opérations de chargement et déchargement des camions frigorifiques, une fois mis à quai ;
- l'arrêt des moteurs des camions, autres que frigorifiques, lors des opérations de chargement et déchargement, une fois mis à quai ;
- l'arrêt des moteurs des camions lors de leurs phases d'attente ou de stationnement en dehors des opérations de chargement et déchargement ;

Ces dispositions concernent la zone d'activité située à l'arrière de la plateforme logistique, côté Nord – Nord Ouest du site.

B/ Les constats relevés par le gardiennage, dans le cadre de la surveillance définie à l'article 2A ci-dessus, sont formalisés chaque jour et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette tracabilité doit être conservée par l'exploitant, pendant au moins 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté.

C/ L'exploitant assure l'exploitation des relevés des constats susvisés et met en oeuvre les actions correctives nécessaires, le cas échéant.

Art. 3. :

A/ À compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à une étude acoustique permettant de mesurer les émissions sonores générées par la plateforme logistique en limites de propriété et en zone à émergence réglementée (dont l'habitation située au lieu-dit « Limoges ») afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires, fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, susvisé, en période diurne et nocturne, dans les conditions représentatives de fonctionnement et d'exploitation des installations.

B/ Cette étude acoustique est réalisée à fréquence trimestrielle, et conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. La première étude est à réaliser avant le 31 août 2023.

C/ L'inspection des installations classées peut faire réaliser, de manière inopinée, une campagne de mesures acoustiques dans les conditions décrites ci-dessus par un organisme tiers.

Avec l'accord de l'inspection des installations classées, cette campagne se substitue à une des campagnes trimestrielles susvisées.

Conformément aux dispositions de l'article L. 514.8 du code de l'environnement, les dépenses correspondant à l'exécution de ce contrôle sont à la charge des exploitants.

D/ Le rapport, détaillant notamment les conditions de réalisation de l'étude susvisée, ainsi que les résultats, est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard dans les 3 mois suivant la date de réalisation de la dite étude.

Par ailleurs, la représentativité des conditions de fonctionnement et d'exploitation des installations, rappelée ci-dessus (article 3.A), doit être, pour chaque étude acoustique susvisée, justifiée par l'exploitant à travers tout élément ou donnée jugés pertinents (a minima le nombre de rotations de camions frigorifiques et non frigorifiques, enregistré durant la période de mesure, en distinguant les tranches horaires pour lesquelles l'activité liée au trafic de camions est peu intense). Le rapport comporte également la copie du ou des relevés de constats, définis à l'article 2 ci-dessus, établis durant toute la période de réalisation de l'étude acoustique.

E/ Dans le cas où le rapport susvisé conclut à un résultat non-conforme par rapport aux valeurs réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

- sous 1 mois maximum, suivant la réception du rapport de mesures acoustiques, susvisé, par l'exploitant, il analyse et commente la situation mesurée et prend les actions correctives pouvant être mises en oeuvre de manière immédiate. Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réalisation et mise en place.

- Sous 3 mois, après la réception du rapport de mesures acoustiques susvisé par l'exploitant, il propose et transmet à l'inspection des installations classées, un plan d'action de mise en conformité en proposant notamment des mesures organisationnelles complémentaires ainsi que techniques. Il est accompagné des éléments d'appréciation, techniques et économiques, permettant de justifier de la faisabilité ou non faisabilité technique et/ou économique.

L'exploitant hiérarchise et propose une conclusion sur l'action ou les actions retenues, en justifiant et argumentant ses choix, accompagnée d'un échéancier de réalisation.

Art. 4. : En fonction des résultats obtenus, la fréquence trimestrielle susvisée peut être revue sur sollicitation de l'exploitant après, a minima, 2 années complètes de mesures acoustiques trimestrielles telles que définies à l'article 3 (soit, au moins, 8 campagnes de mesures acoustiques trimestrielles). La demande s'accompagne, a minima, d'un bilan des résultats de toutes les études acoustiques et d'une justification argumentée de la demande.

Art. 5. : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 6. : Les infractions, ou l'inobservation des conditions légales, fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions, pénales et administratives, prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 7. : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois, à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 8. : En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Baziège et peut y être consultée par tout intéressé ;

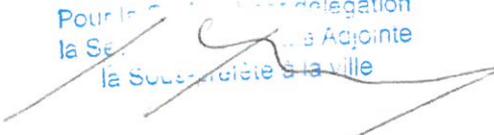
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Baziège, pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 9. : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Baziège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société LIDL.

Fait à Toulouse, le **12 JUIL. 2023**

Pour le Maire en déléguation
la Secrétaire Adjointe
la Société à la ville

Hélène LESTARQUIT